

Unité départementale Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 21/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **NUTRISET**

Bois du Roule  
BP 35  
76770 Malaunay

Références : UDRD-2024-05-T-365

Code AIOT : 0005801815

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement NUTRISET implanté Hameau du Bois Ricard CS 80035 76770 Malaunay. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi triennal des établissements IED et dans le cadre d'une action régionale portant sur les installations électriques (état général, entretien, contrôle).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NUTRISET
- Hameau du Bois Ricard CS 80035 76770 Malaunay
- Code AIOT : 0005801815
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

NUTRISET est une entreprise agroalimentaire spécialisée dans la fabrication d'aliments spécifiques pour le traitement et la prévention de la malnutrition de personnes vulnérables dans les pays en voie de développement et/ou en crise humanitaire.

Les activités, soumises à autorisation sous la rubrique 3642-3 et réglementées par arrêté préfectoral du 25/11/2021, consistent en la production (broyage, mélange, conditionnement) et le stockage de solutions nutritionnelles à base notamment d'huiles alimentaires, de poudre de lait, de poudre de sucre.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	1 mois
6	Système de détection et d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/11/2021, article 8.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Substances et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 25/11/2021, article 6.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Situation administrative - stockage de matières combustibles	Arrêté Préfectoral du 25/11/2021, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
5	Etat général visuel des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électriques		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société NUTRISET fait contrôler ses installations électriques par un organisme compétent selon une fréquence annuelle, et un suivi des observations est assuré. Le dernier rapport de contrôle Q18 associé ne fait pas état de non-conformité avec un risque d'incendie et d'explosion. Toutefois, l'inspection appelle la vigilance de l'exploitant sur les limites d'intervention de ce contrôle et demande que les dispositions nécessaires soient prises pour lever les limites générales et ainsi, permettre un contrôle complet des installations électriques sous 6 mois. Pour ce qui concerne les limites d'intervention particulières, l'exploitant transmettra le rapport de contrôle complémentaire réalisé en semaine 18 sous 1 mois.

Concernant plus particulièrement l'adéquation du matériel (électrique et mécanique) utilisé au sein de la zone "production" présentant une zone ATEX (volume intérieur du circuit de transfert de la matière première depuis les postes de dépotage jusqu'à la vis de mélange), l'exploitant doit apporter des justifications complémentaires pour attester la conformité du matériel aux zones considérées. Conformément aux engagements pris, il transmettra l'étude actualisée sous 2 mois.

Pour ce qui concerne le local de recharge électrique pour chariot élévateur, l'exploitant doit transmettre, sous 1 mois et conformément aux engagements pris (bon de commande et échéancier notamment), le rapport de contrôle prouvant le bon état de fonctionnement de la détection d'hydrogène et de ses asservissements, ainsi que le bon fonctionnement de l'asservissement visant l'arrêt de l'alimentation électrique des bornes en cas d'arrêt de l'extracteur d'air.

Par ailleurs, pour les autres points relevés en visite, l'exploitant doit :

- transmettre, dans un délai n'excédant pas deux mois et conformément à l'engagement pris (bon de commande et échéancier des travaux notamment), un compte-rendu actualisé de la vérification du système d'extinction automatique prouvant du traitement des non-conformités relevées dans le rapport du 2/10/2023 ;
- s'assurer qu'il dispose, pour l'ensemble des produits chimiques stockés sur son site, des fiches de données sécurité à jour, tenant compte du règlement REACH 2020/878;
- évaluer l'impact de l'installation du chapiteau (stockage de palettes) sur le classement au titre de la rubrique 1510 et du risque de propagation d'un incendie aux autres bâtiments.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1 <sup>er</sup> juillet 2023. ...

**Constats :**

NUTRISET fait réaliser, par un organisme agréé, un contrôle des installations électriques du site selon une fréquence annuelle. En séance, l'exploitant a présenté les 3 rapports suivants :

1/ rapport du 12/07/2023 pour le contrôle des installations électriques à la suite de l'installation de deux bornes de recharge électrique pour véhicules légers – aucune observation n'est relevée.

2/ rapport du 31/08/2023 pour la vérification de certaines installations à la suite de modifications apportées à l'établissement. Les vérifications ont notamment porté sur : 2 coffrets électriques du chapiteau de stockage extérieur, nouveau coffret inverseur avec transformateur d'isolement du poste HT2, ancienne zone de maintenance, groupes de climatisation extérieur, prises de courant dans l'atelier 3 (broyage et mélange). Le rapport fait état de la présence de 22 nouvelles observations. Puis il a été délivré à l'exploitant un compte-rendu de vérification périodique (attestation Q18 selon le référentiel APSAD D18). Ce compte-rendu, daté du 10/08/2023, indique que la vérification a constitué en une « *vérification partielle* » des installations électriques de l'établissement, et que l'installation électrique « *peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion* » (constat traité en fiche de constat n°3), notamment du fait de la présence de 5 points de non-conformité, lesquels sont susceptibles de présenter un danger.

3/ rapport du 22/09/2023 pour la vérification des installations électriques de l'ensemble de l'établissement. Toutefois, il est relevé la présence de limites d'intervention (constat traité en fiche de constat n° 2). Le rapport fait état de la présence de 9 observations (dont 6 faisaient l'objet d'un premier signalement). Puis il a été délivré à l'exploitant un compte-rendu de vérification périodique (attestation Q18 selon le référentiel APSAD D18). Ce compte-rendu, daté du 20/09/2023, indique que la vérification a constitué en une « *vérification complète* » des installations électriques de l'établissement, et que l'installation électrique « *ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion* ».

Par ailleurs, NUTRISET fait réaliser, selon une fréquence annuelle, un contrôle des installations électriques par thermographique infrarouge par un organisme compétent. Le dernier rapport est daté du 26/01/2024 et ne fait pas état de la présence d'anomalies. Il est relevé dans le rapport la remarque suivante : « *installation électrique correctement entretenue* ». L'exploitant a également précisé qu'il disposait sur le site d'une caméra thermique mobile pour l'inspection électrique en cas de besoin.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

...

**Constats :**

Le rapport du 31/08/2023 présente des limites d'intervention mais cela s'explique par le fait qu'il s'agissait d'un contrôle partiel, engagé dans le cadre de modifications apportées à l'établissement.

En revanche, le rapport du 22/09/2023, lequel dispose en annexe d'une attestation Q18 indiquant que le contrôle a consisté en une « *vérification complète* », présente les limites d'intervention **générales** suivantes :

- absence de test des dispositifs différentiels à courant résiduels de certaines installations pour des raisons d'exploitation ;
- la continuité à la terre de certains appareils d'éclairage n'a pu être vérifié.

Par ailleurs, le rapport présente des limites d'intervention **particulières**, notamment pour certaines installations (ex : « TGBT E01 » au niveau des vulcathermes ; « transfo isolement EMG » au niveau du laboratoire ; armoire générale au niveau des utilités du bâtiment huiles), et qu'en l'absence du rapport de visite initiale à la suite de modification de structure, la vérification n'a porté que sur « *le maintien en état et non sur la conception* » de l'installation. À ce sujet, l'exploitant a indiqué en séance que ces limites d'intervention particulières s'expliquaient parce que ces installations avaient déjà fait l'objet d'une vérification lors du contrôle précédent ayant donné suite au rapport 31/08/2023. Mais, après comparaison des deux documents en séance avec l'exploitant, cela n'a pas pu être vérifié.

Aussi, postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis un bon de commande daté du 15/04/2024 pour un contrôle complémentaire des installations électriques visant celles ayant fait l'objet de limites d'intervention **particulières**. Le 6 mai 2024, l'exploitant a indiqué que le contrôle avait eu lieu en semaine 18 et a précisé être en attente du rapport.

L'inspection prend note de la réactivité de l'exploitant pour faire contrôler les installations électriques ayant fait l'objet de limites d'intervention **particulières**. Toutefois, même après ce contrôle complémentaire, le caractère « *complet* » du contrôle des installations électriques par l'organisme en charge ne sera toujours pas vérifié parce que les limites d'intervention **générales** (absence de test des dispositifs différentiels; continuité à la terre de certains appareils d'éclairage) perdureront. À ce sujet, l'exploitant s'est engagé à faire réaliser un contrôle incluant ces limites lors des arrêts techniques de l'usine en 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre le rapport de contrôle réalisé en semaine 18 traitant des limites d'intervention **particulières** sous 1 mois (demande n° 1 - demande de justification à l'exploitant). Puis, il justifiera auprès de l'inspection que les dispositions nécessaires ont été prises pour lever l'ensemble des limites d'intervention **générales** et ainsi permettre un contrôle complet des installations électriques de l'établissement dans un délai de 6 mois (demande n° 2 - demande d'action corrective).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
<b>Constats :</b>  L'ensemble des 5 points de non-conformités susceptibles de présenter un danger relevés dans l'attestation Q18 du 10/08/2023 a été levé par l'exploitant. La traçabilité associée est consultable directement sur le rapport : chaque non-conformité fait l'objet d'une annotation manuscrite avec la date du traitement et le cachet de l'entreprise intervenante.  L'attestation Q18 du 20/09/2023 ne fait pas état de non-conformités susceptibles de présenter un risque d'incendie ou d'explosion.  L'attestation relative à la thermographie infrarouge Q19 du 26/01/2024 ne relève pas d'anomalie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  En ce qui concerne les zones à risques d'explosion et en lien avec le rapport de contrôle des installations électriques, l'exploitant a présenté un tableau récapitulatif "analyse et évaluation des risques ATEX" sur l'usine établi par ses soins. Il a également transmis, postérieurement à la visite un rapport « <i>assistance technique pour application de la Directive 1999/92/CE – vérification de conformité des équipements installés ou contenant des zones à risques d'explosion</i> » établi par un bureau d'études en date du 08/03/2019. Ces documents font apparaître que l'établissement présente plusieurs zones à risque d'explosion. Par sondage, il a été regardé l'atelier mélange et le local de bornes de recharge électrique pour chariot élévateur.  Au niveau de l'atelier mélange, le zonage 20 est justifié du fait de la possible mise en suspension de poudre pulvérulente combustible à l'intérieur même du circuit de transfert de la matière (poudre de lait, poudre de sucre,...) depuis les postes de dépotage jusqu'à la vis de mélange où le produit devient pâteux.

Le plan de zonage pour cette zone a été transmis (plan mis à jour en 2019). Les mesures de prévention actuelles indiquées dans le tableau de l'exploitant consistent en la présence de tresses de masse sur les équipements. Il est noté que le rapport du bureau d'études relatif à l'adéquation du matériel électrique et mécanique indique la présence d'écarts à la Directive 1999/92/CE. Dans le détail, de nombreux équipements sont indiqués comme non conformes à la directive ATEX 2014/34/UE ou Directive machine ATEX ITEM17. Si certains écarts ne sont pas justifiés, de nombreux équipements sont notés comme non-conformes en l'absence de données suffisantes, par exemple, « dossier constructeur à fournir » ; « vis avec arme ou sans arme ? », « distance partie tournante fixe à préciser » ; « détection bourrage à préciser ». Par ailleurs, l'inspection a noté qu'il était indiqué « absence de classification ATEX » pour un détecteur de bourrage (détecteur ZSH). Or, le marquage EX a été relevé en visite sur cet équipement en présence de l'exploitant.

Il semble donc que l'exploitant doit apporter des justifications complémentaires pour permettent de prouver ou non la conformité du matériel électrique et mécanique aux zones considérées. À ce sujet, l'exploitant s'est engagé à compiler et analyser les informations fournies par les fabricants, avant de faire intervenir de nouveau le bureau d'études (devis en cours – intervention prévue au plus tard fin juin 2024) pour permettent d'actualiser l'étude.

Demande n° 3: L'exploitant doit transmettre l'étude actualisée sous 2 mois. Si des non-conformités sont encore relevées à l'issue, un plan d'actions devra être proposé. L'absence de réponse sur ce point dans les délais impartis pourra conduire l'inspection à proposer des suites.

Au niveau du local d'ateliers de charge de batterie pour chariot élévateur (puissance totale délivrée de 84 kW), le tableau « analyse et évaluation des risques ATEX » relève un zonage 1 en tout point situé à moins de 1 m de la source (orifice des 12 batteries). En visite d'inspection, il est relevé la présence de 12 chargeurs, et l'absence d'étiquetage réglementaire ATEX de la zone. À ce sujet, l'exploitant a justifié de l'affichage d'un marquage EX de la zone postérieurement à la visite. Puis, l'inspection a relevé:

- que la porte coupe-feu 1 h pour accéder à la zone était maintenue en position ouverte : l'exploitant a déclaré que sa fermeture était notamment asservie à la détection d'hydrogène ;
- que le local était ventilé au travers d'une extraction mécanique : interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué en séance qu'il n'y avait pas d'asservissement associé. Or, le tableau de l'exploitant mentionne la mesure de prévention suivante : « coupure alimentation électrique des chargeurs en cas d'absence de ventilation » ;
- qu'au niveau de la commande du détecteur d'hydrogène, il a été relevé le code « Err 5 ». Il a pourtant semblé qu'aucune alarme n'était remontée et, ce code "Err 5" a pu être acquitté par l'exploitant en « naviguant » sur la console. L'exploitant n'a pas su expliquer le code erreur en séance.

Aussi, l'inspection a demandé à l'exploitant de remédier aux constats relevés en séance. Aussi, postérieurement, l'exploitant a transmis par courrier électronique du 07/05/24 :

- un bon de commande daté du 25/04/24 pour l'installation, par une société compétente, d'un asservissement de l'alimentation électrique des chargeurs au fonctionnement de l'extracteur d'air ;
- un devis daté du 02/05/24 pour le remplacement de la centrale de détection et du capteur d'hydrogène. L'exploitant s'est engagé pour la réalisation des travaux avant la fin juin 2024.

Demande n° 4: L'exploitant doit engager les actions correctives nécessaires. Il le justifiera auprès de l'inspection, sous 1 mois. Pour ce faire, sont notamment attendus les documents suivants :

- un rapport de contrôle du système de détection d'hydrogène. Le contrôle devra aussi intégrer un test des asservissements (alarme, sirène, fermeture de la porte coupe-feu notamment) ;
- un rapport de contrôle prouvant le bon fonctionnement de l'arrêt de l'alimentation électrique des chargeurs en cas d'arrêt de l'extracteur d'air.



<p>Il transmettra également les dispositions prises pour assurer la maintenance et le test régulier de ces dispositifs.</p> <p>L'absence de réponse à cette demande dans les délais impartis pourra conduire l'inspection à proposer des suites.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de site réalisée par sondage, aucune dégradation physique des équipements électriques (fils dénudés, armoires ouvertes,...) n'a été observée.</p> <p>Puis, l'inspection s'est déplacée au niveau des cabines de mélange. Dans chaque cabine se trouve un big bag contenant la matière première (de type poudre de lait ou poudre de sucre), laquelle se déverse dans une mélangeuse, de manière à éviter tout colmatage de celle-ci avant transfert vers la production. Au niveau de la cabine contenant la mélangeuse référencée 50C05, il a été constaté la présence d'une couche de poudre de lait dans l'enceinte, notamment au niveau des installations électriques, de la mélangeuse et sur les moteurs. En outre, il a été relevé qu'une réparation de fortune avait été réalisée en interne au niveau du captage des poussières sur le vide du big bag, sans doute à la suite d'une fuite.</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a justifié, par courrier électronique du 07/05/2024 (photo à l'appui), avoir procédé à une réparation "en bonne et due forme" de la pièce concernée de manière à ce qu'il n'y ait plus de fuite dans l'enceinte. L'exploitant ayant remédié à la situation, aucune suite n'est proposée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Système de détection et d'extinction automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2021, article 8.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de détection et d'extinction automatique d'incendie

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les compte-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant a présenté le dernier compte-rendu de vérification semestrielle du système d'extinction incendie daté du 02/10/2023. Le compte-rendu ne fait pas état de points de non-conformité avec risque d'échec de l'installation, mais fait, en revanche, état de 12 points de non-conformités, dont 3 étaient indiqués comme levés (annotations manuscrites directement sur le rapport). Le rapport fait par ailleurs état de la présence de 5 observations (ou améliorations proposées) dont une est indiquée comme ayant fait l'objet d'un traitement.</p> <p>Sur demande de l'inspection, postérieurement à la visite et par courrier électronique du 07/05/24, l'exploitant a transmis un bon de commande daté du 25/04/24 pour le traitement, par la société en charge de la maintenance du dispositif, des points de non-conformités et des observations du rapport du 2/10/2023. L'exploitant a fait savoir que les travaux associés seront finalisés avant la mi-juillet 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte-tenu de l'engagement de l'exploitant, l'inspection demande à l'exploitant (<u>demande n° 5</u>) de lui transmettre, sous 2 mois, les justificatifs permettant de démontrer de la levée des non-conformités relevées dans le rapport du 2/10/2023. Pour ce faire, un nouveau compte-rendu de vérification du système d'extinction automatique est attendu.</p> <p>L'absence de réponse sur ce point dans les délais impartis pourra conduire l'inspection à proposer des suites.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 7 : Substances et produits chimiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2021, article 6.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Substances et produits chimiques</p>

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier :

- les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site,
- les autorisations de mise sur le marché pour les produits biocides ayant fait l'objet de telles autorisations au titre de la directive n°98/8 ou du règlement n° 528/2012 (prescription à indiquer dans le cas d'un fabricant de produit biocides).

**Constats :**

À proximité du local de charge, il a été relevé la présence de deux containers DENIOS avec rétention intégrée dédiés au stockage des produits chimiques en petits contenants : un pour les produits corrosifs (majoritairement des détergents) et un pour les produits inflammables (encres). Ce dernier est équipé d'une ventilation mécanique.

Dans un des containers, il a été relevé le stockage de deux bidons d'un détergent fortement alcalin (DELTA 785) possédant un étiquetage obsolète (« nocif ») antérieur au règlement CLP. La fiche de données sécurité (FDS) de ce produit, transmise postérieurement à la visite, est datée du 10/10/2019. Elle démontre que le produit dispose du pictogramme de danger « corrosif ». Aussi, par courrier électronique du 7/05/24, l'exploitant a justifié, photo à l'appui, avoir procédé à la modification de l'étiquetage des produits en conformité avec la FDS. L'inspection relève par contre que la FDS transmise n'est pas à jour car elle ne fait pas référence au règlement REACH 2020/878 (règlement rectificatif du règlement REACH d'origine 1907/2006).

**Demande n°6 :** L'exploitant doit s'assurer de disposer, pour l'ensemble des produits chimiques stockés sur le site, des fiches de données sécurité à jour, tenant compte du règlement REACH 2020/878. Il le justifiera auprès de l'inspection sous 1 mois.

Dans le même container était stocké un détergeant (désinfectant moussant à base d'acide peracétique) notamment étiqueté corrosif et comburant. L'inspection a émis des doutes sur la compatibilité de ce produit avec les autres stockages. Aussi, postérieurement à la visite, l'exploitant a indiqué que ce produit avait été isolé dans un container dédié au stockage des produits chimiques à détruire, lequel ne contenait que ce produit d'après la photo transmise. Par ailleurs, il a indiqué avoir affiché, dans chaque container, un tableau de compatibilité des produits (photo à l'appui).

Au vu des constats relevés, l'inspection appelle l'attention de l'exploitant pour qu'il s'assure, en tout temps, des bonnes conditions de stockage de ses produits chimiques en tenant compte de l'incompatibilité entre produits. Il doit veiller à ce que le personnel en charge soit correctement formé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Situation administrative - stockage de matières combustibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative - stockage de matières combustibles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tableau de classement
<b>Constats :</b>  Pour rappel, le site est autorisé à exploiter des activités d'entreposage de matières combustibles au titre de la rubrique 1510 sous le régime de la déclaration (volume d'entreposage de 19 080 m <sup>3</sup> ).  Lors de la visite, il a été constaté qu'un chapiteau dédié au stockage de palettes avait été installé à une dizaine de mètres du bâtiment principal. Selon le guide « Entrepôts de matières combustibles – Guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 », un chapiteau est considéré comme une Installation Pourvue d'une toiture Dédiée au stockage, s'il abrite des stockages combustibles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit évaluer l'impact de ces modifications sur les conditions d'exploitation et sur le classement ICPE du site au titre de la rubrique 1510, ainsi que sur le risque de propagation d'un incendie du chapiteau aux autres bâtiments. Il transmettra son positionnement sous 2 mois. Pour ce faire, le guide « entrepôts de matières combustibles – Guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 » pourra utilement être utilisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois